

Unité inter-Départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 07/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS RENÉ GERMAIN

Mont du Moulin
30750 Lanuéjols

Référence : 2024-11-533
Code AIOT : 0018100260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement SAS RENÉ GERMAIN implanté La Lavagne 30750 Lanuéjols. L'inspection a été annoncée le 16/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS RENE GERMAIN
- La Lavagne 30750 Lanuéjols
- Code AIOT : 0018100260
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations mobiles de traitement des matériaux extraits sont également présentes in situ.

Les installations ICPE fonctionnent par campagnes de septembre à mars, les travaux de défrichement et de décapage ainsi que les travaux d'extraction et de traitement des matériaux n'étant pas réalisés en période de nichage et de reproduction des animaux.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la sous-Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la sous-Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
5	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des émissions de poussières	AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Consistance des installations classées	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.4	/	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 11.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Quelques manquements ont été observés par l'inspection vis-à-vis des prescriptions réglementaires applicables.

La prescription résiduelle, non levée lors de l'inspection réalisée le 24/10/2023, relative à la surveillance des émissions atmosphériques (article 3 de l'APMD n° 30-2022-09-251 du 13/09/2022) a pu être vérifiée lors de la présente visite d'inspection.

En conséquence, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure n° 30-2022-09-251 du 13/09/2022 ayant toutes été vérifiées dorénavant respectées, **il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever ladite mise en demeure.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 13/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024
Prescription contrôlée : <p>La société RENE GERMAIN est mise en demeure de se conformer pour l'ensemble de ses installations exploitées au lieu-dit La Lavagne sur le territoire de la commune de LANUEJOLS, aux prescriptions de l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et des articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel modifié du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, en ce qui concerne les émissions atmosphériques, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour justifier de la mise en place de la mesure (justification par fourniture de la commande ou tout acte montrant la réalisation de la tâche dans le délai indiqué ci-dessous).</p> <p>La surveillance des émissions atmosphériques est réalisée lors de la prochaine campagne simultanée d'extraction et de concassage des matériaux extraits, à réaliser entre les mois de septembre 2022 et fin février 2023.</p> <p>La méthode des jauges de retombées est à privilégier.</p>
Constats : <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport PRONETEC relatif aux mesures des retombées atmosphériques par la méthode des plaquettes de dépôt, réalisées selon la norme NF X 43-007 (décembre 2008).</p> <p>Les mesures ont été réalisées sur une période de 17 jours, du 12 au 29/03/2024 alors qu'une campagne simultanée d'extraction et de concassage/ criblage des matériaux extraits était en cours.</p> <p>4 points de mesures ont été définis, ils sont représentatifs du site en fonction des vents dominants, de l'activité, de la situation géographique des infrastructures (lieux d'extraction et de traitement des matériaux) et de la géomorphologie du site. Ces 4 points sont placés en limite d'exploitation.</p> <p>Les données de la station météorologique la plus proche, celle de St-Sauveur-Camprieu, ont été récupérées pour la période considérée.</p> <p>Le rapport comprend non seulement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, mais aussi des commentaires ; pour la station 3, il est constaté une concentration de 20,97 g/m²/mois, qui s'explique notamment par la proximité immédiate du chemin communal emprunté par des engins agricoles qui ont pu contribuer à cet empoussièrement relativement important. A noter qu'il n'existe aucune valeur réglementaire.</p> <p>L'exploitant assure par conséquent une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>Ces prescriptions de l'article 19.3 de l'arrêté ministériel modifié du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières et des articles 39, 56 et 57 de l'arrêté ministériel modifié du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, étant considérées respectées, il est proposé à Madame la sous-Préfète de lever l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 30-2022-09-051 du 13/09/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consistance des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations classées
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées, mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté, en application des dispositions de l'article 19 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé. Les caractéristiques de l'exploitation autorisée sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">. Tonnages maximum annuels à extraire et à traiter : 30 000 tonnes. Volume maximum autorisé : 244 000 m³ (610 000 tonnes). Superficie totale de l'ensemble des terrains concernés : 30 000 m² dont superficie de la zone à exploiter : 21 800 m². Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : calcaire. Modalités d'extraction : explosifs, engins mécaniques. Epaisseur d'extraction maximale : 20m. Côte limite NGF d'extraction : 865m Les installations de traitement sont constituées d'une unité de concassage-criblage mobile.
Constats : L'inspection a pu contrôler que les installations sont conformes à leur description : <ul style="list-style-type: none">• la côte minimale d'extraction est bien respectée comme l'inspection a pu le constater sur le plan d'exploitation, réalisé en interne, daté du 15/03/2024 (866,20 m NGF pour 865 m NGF autorisé) ;• le tonnage annuel extrait en 2023 s'élève à 15 610 tonnes ;• l'épaisseur d'extraction maximale respecte les 20 m autorisés ;• la dernière campagne d'extraction a été réalisée en janvier, février et mars 2024 ;• la dernière campagne de traitement des matériaux extraits date de mars 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rapport annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 2.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/09/2024
Prescription contrôlée : <p>Un rapport de synthèse est établi chaque année.</p> <p>Ce rapport argumenté comportant chiffres, schémas et diagrammes doit faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">. les vérifications de la conformité au présent arrêté et leurs conclusions ;. les enregistrements effectués sur les différents indicateurs de suivis ;. les renseignements importants tels que les dépassements de norme de rejet et le traitement de ces anomalies;. les résultats des tests, des exercices ;. la prise en compte du retour d'expérience des incidents, accidents et alarmes survenus dans l'établissement ou sur d'autres sites similaires ;. le point de l'avancement des travaux programmés, phasage d'exploitation ... <p>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux, au plus tard le 1er février, pour les données de l'année précédente.</p>
Constats : <p>Le rapport annuel intitulé "journal de carrière annuel" est tenu à la disposition de l'inspection.</p> <p>L'inspection a pu vérifier les données et rapports archivés au titre de l'année 2023 et de l'année 2024 en cours. Au titre de l'année 2024 sont notamment enregistrés les résultats des mesures réalisées au titre de la surveillance des émissions atmosphériques ainsi que le porter à connaissance transmis à l'inspection en septembre 2024 relatif notamment à une demande de modification du phasage d'exploitation, actuellement en cours d'instruction.</p> <p>Néanmoins, il manque les vérifications de la conformité aux prescriptions des arrêtés réglementaires applicables.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant de procéder à la vérification de la conformité aux prescriptions de ses arrêtés réglementaires applicables (autorisation environnementale du 12/12/2008, arrêté ministériel modifié du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, arrêté ministériel modifié du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, etc).</p> <p>L'exploitant s'est engagé à vérifier puis intégrer lesdites vérifications dans son rapport annuel au plus tard fin mars 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2008, article 11.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas de sinistre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024

Prescription contrôlée :

Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur (au moins 3 extincteurs judicieusement répartis). Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Une citerne de 20 m³ remplie d'eau, accessible aux services d'incendie et de secours, sera mise en place dans l'enceinte de l'établissement. Cette réserve d'eau sera exclusivement destinée à la lutte contre les incendie.

Constats :

L'inspection a pu vérifier in situ la présence d'une citerne de 25 m³ remplie d'eau, exclusivement destinée à la lutte contre les incendie et accessible aux services d'incendie et de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection un plan d'exploitation daté du 15/03/2024, réalisé en interne et sur lequel sont reportés les informations réglementaires.</p> <p>Certaines données ont pu être vérifiées sur ce plan (côtes altimétriques des points significatifs dont côte limite NGF d'extraction (866,20 m NGF pour 865 m NGF autorisé), périmètre ICPE). Il convient de noter l'absence de report des zones remises en état ; il n'y a actuellement aucune zone réaménagée. Cela fait d'ailleurs l'objet du porter à connaissance, déposé en septembre 2024 et en cours d'instruction (cf fiche de constats n°3).</p> <p>S'agissant du report des ouvrages visés à l'article 14-1 de l'AM, il n'y a aucun forage autorisé sur site.</p> <p>Par contre, il est constaté sur ce plan le report du périmètre relatif au champ cultivé dans le périmètre ICPE alors que ce champ ne fait absolument pas partie du périmètre ICPE autorisé! L'inspection a vérifié l'absence d'exploitation en carrière de ce champ ; il s'agit d'un champ mis en culture, hors périmètre ICPE autorisé et clôturé.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant d'actualiser son plan en enlevant le périmètre (non ICPE) relatif au champ exploité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas établi un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il appartient à l'exploitant de réaliser puis transmettre à madame la sous-Préfète du Vigan (copie inspection) un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière ; ce plan doit comprendre les différents éléments stipulés à l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à le réaliser puis le transmettre au plus tard le 31/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

